

Jacques Fasel, toujours ni dieu ni maître

La réédition d'un ouvrage paru en 1987, *Droit de révolte**, rappelle Jacques Fasel à l'attention du public. Qu'est devenu cet homme qui défrayait la chronique à la fin des années 1970 avec ses attaques de banques et de bureaux de poste ?

Il n'a plus eu affaire à la justice depuis près de vingt ans. S'est-il assagi ? Pas facile à saisir, cet homme pétri de contradictions entre ses bonnes intentions et ses mauvaises actions. Entre sa douceur et sa violence. L'âge, sans doute, l'a aidé à mettre de l'huile dans les rouages, à privilégier Docteur Fasel plutôt que Mister Fada, comme dirait le chanteur Renaud. Il n'empêche, vous n'entendrez pas Jacques Fasel, 67 ans, dont treize en prison, émettre une phrase à l'accent du remords. Ni le moindre reniement de ses convictions. Anar un jour, anar toujours. Un regret, tout de même, quand on évoque la mort d'un convoyeur de fonds, lors du braquage d'un office de banque dans un supermarché à Villars-sur-Glâne, en 1978. Bien sûr, ce n'était pas lui qui avait tiré, et ce n'était pas prévu. « J'ai regretté », dit-il. Et encore, d'une voix où perce une vive émotion : « C'était horrible de penser que c'était une famille comme la mienne, même classe sociale, même petite maison à la campagne. » Car le père de Jacques Fasel, s'il n'était pas gradé, occupait un emploi de fonctionnaire dans l'armée à Forel, dans le Lavaux.

L'ENGRENAGE

L'armée : début de l'engrenage. Trois ordres de marche laissés sans réponse valent dix-huit mois d'enfermement à Jacques Fasel pour insoumission volontaire, six mois chaque fois. C'était le tarif des tribunaux militaires à époque d'avant le service civil. A Bellechasse, il rencontre Daniel Bloch en 1977, incarcéré pour objection de conscience. Les deux hommes couvent de la colère et de la haine contre l'Etat qui les enferme. « J'étais un ré-

volté et lui était un révolutionnaire, dit-il. Nous avons décidé de former un groupe de lutte armée. »

Les braquages, perpétrés en 1978 et 1979, lui ont valu treize ans de prison. S'y ajoutent des délits de moindre importance commis lors de plusieurs évasions. Voilà pour le passé du « Robin des Bolzes », sobriquet que lui avait collé le journaliste et historien Jean Steinauer. Fasel n'est pourtant pas issu de la Basse-Ville de Fribourg (les

« J'aime bien vivre. La lutte sociale n'est pas une obsession »

JACQUES FASEL



« Bolzes »). Quant à voir en lui quelque romantique Robin des Bois dévalisant les riches pour donner aux pauvres, l'image reste éloignée d'un homme mû par des sentiments de vengeance autant que par un idéal de justice sociale. Mais elle a fait mouche à une époque où les braquages étaient nombreux et les bureaux de banque et de poste bien moins sécurisés qu'aujourd'hui. Fasel et ses acolytes ne braquaient pas pour vivre sur un grand pied, frimer dans des voitures de luxe ou des hôtels

5 étoiles. Ils braquaient pour alimenter les caisses de la « contre-information » et de la « contre-éducation », comme il dit. L'argent dérobé a toujours été retrouvé. Fasel n'a jamais été riche et n'en a jamais rêvé. Il s'est fait bandit comme d'autres se font prêtres.

SE RECONSTRUIRE

Maintenant, on se demande comment cet homme à la voix chaude, un peu éraillée, qui s'exprime avec finesse, est parvenu à se reconstruire. Il vous fixe de ses grands yeux bleus : « Ma vision est d'abord une vision de guerre, d'affrontement et de lutte sociale. Mais pas seulement. Je suis aussi optimiste quand je vois nombre de jeunes engagés dans des activités alternatives dans l'agriculture, la restauration, des ateliers, sans hiérarchie et sans fric, dans une philosophie d'échange. Et j'aime bien vivre, la lutte sociale n'est pas une obsession. »

Jacques Fasel est passé par le sas de la semi-liberté en 1991. Il a travaillé comme couvreur, puis a exercé son métier de base, cuisinier, à Espace Noir à Saint-Imier, coopérative et Centre culturel anarchiste fondés en 1985. En fait, explique-t-il, il n'avait pas à se reconstruire, car, contrairement aux détenus qui ne comprennent pas, ou mal, les actes qui les ont conduits en prison, lui n'éprouvait ni mal-être ni culpabilité : « Ça faisait partie du parcours du combattant. » A sa sortie, au lieu de se briser sur une société qui l'aurait peut-être repoussé, il a bénéficié de la solidarité du réseau anarchiste et de sympathisants. Trouver à se loger, trouver du boulot, cela s'est fait « hors du système traditionnel ».

Deux expériences fortes l'ont marqué d'un sceau positif. Un squat à La Chaux-de-Fonds, autogéré de 1992 à sa fermeture en 1996, puis son travail de tenancier de la Halte du Châtelot. C'est une petite auberge au bord du Doubs, non loin du barrage du même nom, isolée en pleine nature et inaccessible en voiture. L'anarchiste Fasel y a succédé au monarchiste Cosandier, un homme alors très âgé et malade. Ils se sont bien entendus et il a pris le relais. En 2001, il est parvenu à fonder une société coopérative et à acquérir cette auberge qu'il a tenue avec bonheur pendant seize ans, « plus que la prison », remarque-t-il. En hiver, il complétait parfois son revenu par des travaux de couvreur en débarrassant

la neige sur les toits de La Chaux-de-Fonds.

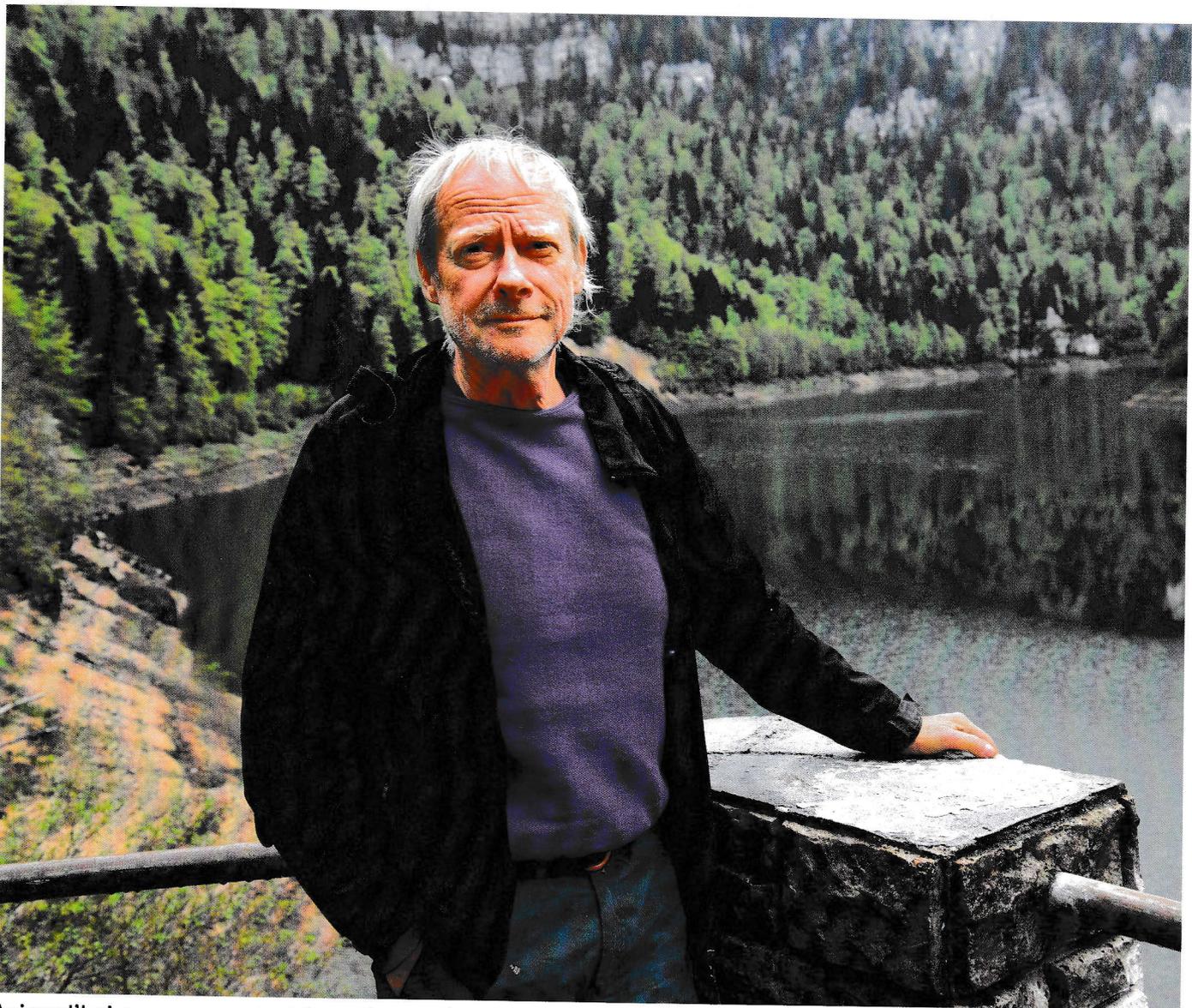
RETRAITÉ PEU BANAL

« Cela me posait, et j'étais taillé pour vivre dans cet isolement, sans parler de la nostalgie des barrages, plaisante-t-il. Si j'avais vécu toujours dans des villes et dans la société, j'aurais peut-être été tenté de faire des bêtises... » En 2012, il a décidé qu'il fallait partir avant de devenir trop vieux et fourbu pour faire les courses, sac au dos, afin d'approvisionner l'auberge. Car il n'a ni permis ni voiture. Confiée aux bons soins de la coopérative, la Halte du Châtelot accueille toujours les promeneurs.

Et depuis, que fait-il? Jusqu'en 2016, quatre ans d'alpage estival près du lac

Noir. Ce retraité peu banal dit n'avoir aujourd'hui pas de domicile fixe, mais plusieurs pied-à-terre. Il écrit des articles pour de petites revues anarchisantes et va souvent dans le canton de Fribourg et dans le Jura bernois pour aider des paysans. Coupe de bois, foins et regains. Et puis des causeries qu'il donne dans des lieux alternatifs, avec un étonnant souci de transmettre qui explique la réédition de *Droit de révolte*. « C'est important de transmettre nos expériences aux jeunes, plaide-t-il, l'histoire sociale et populaire. C'est un peu notre devoir. » On croirait entendre un vieux sage au terme d'une carrière bien remplie. JEAN-BERNARD VUILLÈME

**Droit de révolte, Editions d'en bas*



Aujourd'hui encore, ce retraité peu banal n'a pas de logement fixe, mais plusieurs pied-à-terre.